



Achats de véhicules légers Renouvellement de l'achat regroupé pour l'année 2016

Québec, le 25 janvier 2016 – La Direction générale des acquisitions (DGACQ) du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) désire informer sa clientèle qu'elle a procédé au renouvellement de l'achat regroupé Achats de véhicules légers, en mettant en place un nouveau contrat à commandes d'une durée d'un an. Celui-ci donne accès aux modèles 2016, début année-modèle 2017.

Une offre plus variée et axée sur le développement durable

Le nombre de spécifications DGA est passé de 70 à 64. Dans un contexte sensible au développement durable, lors de la consultation clientèle, certaines cylindrées plus puissantes ont été éliminées et le nombre de véhicules électriques et hybrides rechargeables a été augmenté. Cette année, un nouveau fournisseur représente la bannière Honda Canada par l'entremise d'un de ses concessionnaires.



Le CSPQ poursuit son arrimage avec les orientations gouvernementales en appliquant le Plan d'action en électrification des transports 2015-2020, mis à jour par le gouvernement actuel en octobre dernier. Notre travail de veille a permis l'intégration du tout premier véhicule utilitaire toutes roues motrices électrique et hybride rechargeable. L'analyse complète du marché, ainsi qu'une réponse positive des fournisseurs à l'appel d'offres, permettent aujourd'hui de diffuser une offre de véhicules électriques et hybrides rechargeables intéressante.

Cette offre facilitera l'atteinte des nouveaux objectifs ciblés par le gouvernement qui est d'intégrer 1 000 véhicules verts au sein de sa flotte d'ici 2020. Ainsi, en lien avec cet objectif, tout remplacement de véhicules désuets ou tout nouveau besoin doit être comblé par un équivalent électrique ou hybride rechargeable, sous réserves des disponibilités de ce type de véhicules. Pour plus de détails, consultez le [Plan d'action en électrification des transports 2015-2020 ainsi que la Politique d'acquisition gouvernementale pour les véhicules légers](#).

Pour les autres types de véhicules, dont les équivalents électriques ou hybrides rechargeables sont inexistantes, les organisations pourront acquérir les véhicules par le biais de SAGIR ou du Portail d'approvisionnement comme par le passé (<http://www.portail.approvisionnement-quebec.gouv.qc.ca/>). Un tableau synthèse présentant les types de véhicules sera disponible dans le guide d'achats à la section « Véhicules », « Achat de véhicules légers ».

Le Centre de gestion des équipements roulants (CGER) du ministère des Transports est mandaté par le gouvernement pour accompagner les ministères et organismes ainsi que les réseaux de la santé et de l'éducation, en facilitant leur transition vers un véhicule électrique ou hybride rechargeable. Par conséquent, l'acquisition de ces types de véhicules se fait uniquement par son intermédiaire, en collaboration avec le CSPQ. Le CGER aura le souci de concilier les besoins de la clientèle tout en gardant à l'esprit les objectifs de la stratégie d'électrification des transports en ayant à cœur l'exemplarité de l'État. Vous êtes alors invités à communiquer avec le CGER aux coordonnées suivantes :

Centre de gestion de l'équipement roulant
Responsable : M. Étienne Rompré
Téléphone : 418 643-5430, poste 2268
Courriel : etienne.rompre@mtq.gouv.qc.ca

Article 5 (2°)

Nous en profitons également pour vous rappeler qu'en vertu de l'article 5 (2°) des règlements liés à la Loi sur les contrats des organismes publics qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2012, seules les organisations publiques inscrites aux documents d'appel d'offres (voir liste en annexe) peuvent s'approvisionner sur cet achat regroupé des véhicules légers 2016. De plus, il est obligatoire pour toute partie à l'achat regroupé de s'approvisionner auprès des fournisseurs retenus, et ce, aux conditions prévues au document d'appel d'offres.

Pour toute information, nous vous invitons à consulter le guide d'achat disponible sur le portail d'approvisionnement ou encore de communiquer avec le personnel du service à la clientèle de la Direction générale des acquisitions au 418 643-5438 ou au 1 888 588-5438, ou par courriel à ser.clientele@cspq.gouv.qc.ca.

Source : Laurent Couture, conseiller en acquisition
Direction des achats regroupés

**Liste des organismes publics ou de toutes personnes de droit public
parties à l'achat regroupé Véhicules légers 2016 (début année modèle 2017)**

1. Administration régionale de Kativik
2. Agence du revenu du Québec
3. Assemblée nationale
4. Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur affaires sociales
5. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
6. Bureau des enquêtes indépendantes
7. Bureau du coroner
8. Cabinet du lieutenant-gouverneur du Québec
9. Cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones
10. Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accès à l'information et de la réforme des institutions démocratiques
11. Cabinet du premier-ministre
12. Cégep de St-Jérôme
13. Centre de gestion de l'équipement roulant
14. Centre de services partagés du Québec
15. Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides
16. Champlain Régional College
17. Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre
18. Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études
19. Comité de déontologie policière
20. Comité de la rémunération des juges
21. Commissaire à la déontologie policière
22. Commissaire à la lutte contre la corruption
23. Commissaire à la santé et au bien-être
24. Commission consultative de l'enseignement privé
25. Commission d'accès à l'information
26. Commission de la fonction publique
27. Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
28. Commission de l'éthique en science et en technologie
29. Commission de protection du territoire agricole du Québec
30. Commission de toponymie
31. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
32. Commission des partenaires du marché du travail
33. Commission des transports du Québec
34. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
35. Commission municipale du Québec
36. Commission québécoise des libérations conditionnelles
37. Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup
38. Commission scolaire de Saint-Hyacinthe
39. Commission scolaire des Laurentides
40. Commission scolaire des Premières-Seigneuries

41. Commission scolaire des Trois-Lacs
42. Conseil de la justice administrative
43. Conseil du patrimoine culturel du Québec
44. Conseil du statut de la femme
45. Conseil supérieur de la langue française
46. Conseil supérieur de l'éducation
47. Corporation d'urgences-santé
48. Curateur public du Québec
49. Directeur de l'état civil
50. Directeur des poursuites criminelles et pénales
51. Direction générale de l'administration
52. École nationale de police du Québec
53. Fonds des registres du ministère de la Justice
54. Fonds des ressources naturelles
55. Fonds des ressources naturelles - volet aménagement durable du territoire forestier
56. Fonds d'information sur le territoire
57. Fonds vert
58. Institut de technologie agroalimentaire
59. Institut national de santé publique du Québec
60. Ministère de la Culture et des Communications
61. Ministère de la Famille
62. Ministère de la Justice
63. Ministère de la Santé et des Services sociaux
64. Ministère de la Sécurité publique
65. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
66. Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations
67. Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
68. Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
69. Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
70. Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
71. Ministère des Finances
72. Ministère des forêts de la Faune et des parcs
73. Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
74. Ministère des Transports
75. Ministère du Conseil exécutif
76. Ministère du Développement durable, de l'environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
77. Ministère du Tourisme
78. Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
79. Office de la protection du consommateur
80. Office des personnes handicapées du Québec
81. Office québécois de la langue française
82. Régie des alcools, des courses et des jeux
83. Régie des installations olympiques
84. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
85. Régie du bâtiment du Québec
86. Régie du logement

87. Secrétariat à la communication gouvernementale
88. Secrétariat à la condition féminine
89. Secrétariat à la jeunesse
90. Secrétariat à la politique linguistique
91. Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques
92. Secrétariat aux affaires autochtones
93. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes
94. Secrétariat aux affaires maritimes
95. Secrétariat du Conseil du Trésor
96. Secrétariat général
97. Société de développement de la Baie-James
98. Société de l'assurance automobile du Québec
99. Société de télédiffusion du Québec
100. Société des traversiers du Québec
101. Société d'habitation du Québec
102. Société québécoise des infrastructures
103. Sûreté du Québec
104. Vérificateur général du Québec

Groupe d'approvisionnement en commun de l'Est-du-Québec ainsi que les membres suivants :

105. Centre de Santé Tulattavik de l'Ungava
106. Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent
107. Université de Sherbrooke